

Le SAIPER vous informe que **deux actions juridiques majeures ont été déposées ce jour** devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis :

1 Un Référé-Suspension (L.521-1 CJA) pour obtenir l'arrêt immédiat de la note rectorale du 11 juillet 2025 annonçant aux syndicats la stricte application du décret sur les CLM/CGM

2 Un Recours pour Excès de Pouvoir, qui vise à faire annuler définitivement cette note et les actes découlant de son application.

Pour le SAIPER, cette décision :

- **Est juridiquement infondée ;**
- **Va contre la jurisprudence du Conseil d'État ;**
- **Méconnaît les obligations de transparence de l'administration ;**
- **Et porte atteinte à la dignité et à la santé des agents.**

Le syndicat vous rappelle :


- Que **vos droits sont protégés par la loi**,
- Que **la majoration DOM n'est pas une prime**,
- Qu'un agent en CLM ou CGM ne doit **jamais** être sanctionné financièrement pour une maladie grave.


Nous porterons ce combat jusqu'au bout, **devant la justice comme devant l'administration centrale**, pour obtenir non seulement la suspension immédiate mais aussi l'annulation définitive de cette mesure.

Accompagnement individuel

Le SAIPER reste disponible pour :

- Analyser vos bulletins de salaire ;
- Vérifier vos notifications d'indus ;
- Vous accompagner dans des recours individuels ;
- Vous soutenir administrativement et humainement.

 contact@saiper.net

 0262 48 00 31

Le combat continue, collectivement.
La justice doit primer sur l'arbitraire.

Pour le SAIPER,
Gladys ROBERT
Secrétaire générale